

*Texte à l'appui de la communication réalisée au colloque "Environnement et mondialisation",
64ème Congrès Annuel de l'Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences; Montréal, Canada, mai 1996*

Environnement, développement soutenable et mondialisation: phénomènes compatibles ?

João Sette Whitaker Ferreira
São Paulo, avril 1996.

Amazonie > Amazonie: "propriété mondiale":

"Sauvez l'Amazonie: tuez un brésilien". Cet autocollant, vu récemment sur des voitures à Londres, montre bien le malentendu créé par l'élan médiatique en défense de l'environnement. Nous pouvons commencer ce texte en rappelant qu'au début du siècle, époque du grand essor de production de caoutchouc en Amazonie, les principales entreprises qui y étaient installées s'appelaient Amazon River Stream Navigation, Amazon Engine Ering Co., Bank of London & South American, Ltd, Pará Electric Co., pour n'en citer que quelques unes. Cela montre depuis quelle date les industries étrangères sont intimement liées à l'exploitation de la plus grande réserve naturelle du monde.

Quand nous parlons d'environnement, et plus particulièrement du cas brésilien, c'est en effet l'Amazonie qui nous vient tout d'abord à l'esprit. Cette forêt abrite près de 30 millions d'espèces vivantes animales ou végétales, et sa destruction continue ne cesse de choquer le monde. A l'exemple des autres grandes forêts du monde, au Congo et dans le sud et sud-est asiatiques, soumises à l'exploitation des industries multinationales du boiltationales du bois, l'Amazonie a vu, au cours de la dernière décennie, près de deux millions d'hectares de forêt - soit environ la moitié de la Hollande - disparaître par an. Il est vrai que la propagande autour de ce problème a fait de l'effet, puisqu'en 1991 la destruction n'a été "que" de près de un million cent mille hectares. Mais qui donc détruit l'Amazonie ?

Les activités les plus courantes en Amazonie sont la déforestation due à l'exploitation de bois nobles ou ayant pour but l'agriculture et l'élevage, les activités d'extraction d'or, de manganèse, de fer, de diamant, de cassiterite, de titanium, de nobium, entre autres, la production de caoutchouc (aujourd'hui assez modeste, puisque depuis 1940 les industries pneumatiques sont allées chercher un produit moins cher dans les forêts asiatiques), et la contrebande d'animaux rares. Brûler la forêt est le moyen le plus rapide pour préparer la terre pour le bétail, ou alors pour la cultiver. Dans les années 70, le gouvernement militaire brésilien a favorisé une politique d'occupation de la forêt, promettant que le pays serait, en cinq ans, le plus grand éleveur de bétail du monde. Promesse de gouvernants qui s'estuvernants qui s'est avérée être le maquillage d'une opération qui a tout simplement offert des surfaces inestimables de terre aux industries à des coûts minima, sans impôts, et avec des possibilités de crédit à des taux d'intérêts très bas. Le groupe allemand Volkswagen (140.000 ha), les américains Rockefeller (a travers de la banque Atlantica-Boavista), famille Davis (98.000 ha), Swift King (163.000 ha), Bethel Steel (200.000 ha), l'italien Liquiform Suia Missu (670.000 ha), l'anglais Union International (664.000 ha) sont parmi ceux qui ont le plus "acheté" de terres. Sans compter le milliardaire américain Daniel K. Ludwig, qui, dans son célèbre Projet Jari, a créé depuis 1966 une véritable petite république de 3,6 million d'hectares - plus vaste que la Belgique, par exemple - exempte d'impôts et vite accusée d'exploitation de travail esclave, d'incendies et de déforestations

non contrôlées. Les images de satellite ont accusé, au cours de ces années, des incendies dévastant près de 2000 hectares/jour, dans les terres de ces multinationales. Au milieu des années 80, Volkswagen, accusée d'imposer le travail esclave (qui dure dans la région jusqu'aujourd'hui, veille du 21^{ème} au 21^{ème} siècle) a vendu ses terres en Amazonie .

Si nous étudions les autres activités citées, nous verrons que chacune d'entre elles est dominée par les entreprises multinationales. Pour ne pas nous étendre, restons-en aux deux activités les plus nuisibles à la forêt, sans compter l'élevage: l'exploitation du bois et l'extraction de minerais. Le plus grand importateur mondial de bois est actuellement le Japon, dont les industries sont regroupées au sein de l'ITTO - International Tropical Timber Organisation . Il n'est donc pas surprenant qu'en 1989 l'on trouvait parmi les principales industries exploitant le bois en Amazonie, les japonaises Eidal Co. Ltd., fabricant de contre-plaqué, Toyo Menka, en plus des américaines Georgia Pacific, Universe Tankships Inc., Atlantic Veneer, de l'allemande Hans & Johannes Oesterle, de l'hollandaise Bruynzeel NV, de la danoise Det Ostasiastiske Kompagnie A. S., entre autres . La demande de bois de la part des marchés développés est si grande qu'en 1987, l'ITTO a proposé au gouvernement de l'état du Acre la construction, à ses dépens et avec ses moyens technologiques, d'une route reliant l'Amazonie au Pacifique (Rio Branco-Pucallpa) . Si celle-ci est conclue, cela non seulement coûtera cher à la forêt comme ouvrira une voie privilégiée pour le trafic de drogue vers le Brésil. Un bel exemple de transfert de technologie. Aujourd'hui, près de 3000 entreprises exploitent le bois en Amazonie, avec très peu de reforestation. Mais il est important de rappeler que les spécialistes semblent d'accord sur le fait que la reforestation ne restaure plus la biodiversité originelle.

Quant à l'exploitation des minerais amazoniens et à la sidérurgie, c'est encore plus grave. Si le Brésil n'a pu obtenir ses propres images satellite que récemment, l'armée de l'air américaine réalisait, dès les années 60, avec l'autorisation du gouvernement, des vols de reconnaissance, produisant des cartes aériennes assez précises et cependant inaccessibles aux brésiliens. Grâce à elles, les innombrables réserves de minerais et de pétrole amazoniennes ont été découvertes, et dès cette époque des entreprises comme Alcan (Canada), Alcoa (USA), Shell (Hollande), Agip (Italie), United States Steel (USA), Union Carbide (USA), Billiton S.V (Hollande), Standard Oil, British Petroleum (GB), Brascan (Canada), Patiño (Hollande), Paranapanema (Brésil), Votorantim (Brésil), Andrade Gutierrez (Brésil) et tant d'autres, ont commencé l'exploitation de ces richesses . Les dénonciations de procédés illégaux, de transferts et de ventes de mines qui étaient supposées être propriété de l'état brésilien (d'après la Constitution) se sont multipliées au fil des années, et l'exploitation du sous-sol amazonien a été le centre du récent cas "SIVAM". Mais avant d'en parler, citons un exemple d'activité de l'une de ces industries. En 1983, l'entreprise américaine Alcoa a installé dans l'île de São Luis do Maranhão une unité de production d'aluminium de 10.000 hectares, sur des terres offertes au nom du "développement". Une usine de laquelle émanent 76 tonnes/jour de soufre, qui s'accumule, qui s'accumulent sur un sol extrêmement perméable, et qui a provoqué le départ de 35.000 personnes qui travaillaient directement la terre. La contamination de l'estuaire par le soufre laissait prévoir, selon les spécialistes, la lente élimination de la pêche, activité exercée par près de 65.000 personnes .

Le SIVAM est un système de surveillance aérienne de l'Amazonie, qui a été l'objet d'une dispute internationale pour sa mise en place, à un coût estimé d'1,4 milliard de dollars américains. Le gouvernement a fini par choisir pour cela, après un processus extrêmement douteux, l'entreprise américaine Raytheon. L'objectif du SIVAM serait de permettre le contrôle du trafic aérien, des activités illégales de contrebande, l'observation des incendies dans la forêt, l'observation météorologique, et le relevé des ressources

minérales du sous-sol. Il est intéressant de noter les déclarations de chercheurs brésiliens pour qui le secteur scientifique national aurait la capacité de produire un système équivalent à un coût nettement moindre. De plus, la plus grande partie des objectifs du SIVAM serait déjà adéjà atteinte, puisque des centres modernes comme l'INPE et l'EMBRAPA produisent actuellement des relevés réguliers par satellite, permettant la surveillance des incendies, la prévision météorologique et les relevés cartographiques. Quant au contrôle du trafic aérien, le système proposé par le SIVAM, si cher, serait moins efficace que l'implantation de radars équivalents à ceux du système DACTA utilisé dans le reste du pays et coûtant près de US\$ 30 millions . Le projet a cependant été maintenu, malgré des accusations de tout ordre impliquant notamment la CIA, les corps diplomatiques français, américain et brésilien, et malgré des indices portant à croire que de hauts fonctionnaires brésiliens auraient été corrompus . Le président Clinton a lui même téléphoné au président brésilien à l'époque (Mr. Itamar Franco), pour garantir les intérêts de Raytheon. La question qui se pose est la suivante: est-ce qu'un contrat d'un milliard quatre cent mille dollars est assez élevé pour justifier l'intervention personnelle du président des Etats-Unis ? Ne serait-on pas plutôt portés à croire que le ave; croire que le SIVAM aurait d'autres intérêts ? Car il se trouve que l'une des particularités du projet est que l'entreprise qui l'installera sera la seule à pouvoir travailler les données obtenues. Le SIVAM lui permettra de mettre la main sur tous les relevés de minerais comme le niobium, entre autres, utilisé dans le revêtement de missiles et satellites. Le projet SIVAM est donc une formidable occasion d'établir un contrôle presque définitif sur l'Amazonie, et les entreprises concernées (avec le support de leurs gouvernements), notamment Raytheon et Thomson (France) paraissent savoir cela très bien. Il n'en reste pas moins qu'au début de cette année le projet a été approuvé par le sénat, lors d'une manoeuvre politique qui cherchait à satisfaire le président. Et pourquoi celui-ci aurait un si grand intérêt à ce que le SIVAM soit approuvé ? Parce que la satisfaction de M. Clinton pourrait peser considérablement dans le choix du Brésil pour une place au Conseil de Sûreté de l'ONU. L'Amazonie aura été encore une fois sacrifiée à l'autel de la mondialisation. Etre comme eux, voilà ce que paraissent chercher les autorités brésiliennes, avides d'entrer dans ce qu'on appelle le Premier appelle le Premier Monde .

L'équilibre de l'inégalité:

Nous arrivons là au coeur du problème de l'environnement. Comme nous le rappelle Galeano , le monde perd quinze millions d'hectares de forêts par an. La pollution atteint des sommets insupportables, et la production de déchets est à la base de la destruction de l'environnement. Ce processus n'est cependant pas récent. Il suffit de rappeler qu'en 1966 le fleuve Cuyahoga, qui baignait Detroit, prit feu à cause des énormes quantités d'huile qui y étaient jetées, et qu'en 1963 trois jours continus de "smog" ont causé la mort de 400 habitants new-yorkais . Mais grâce à l'action des citoyens et des ONGs, et en fonction de la conférence de Stockholm en 1972, les pays développés ont mis en branle un gigantesque processus de contrôle et "purification" de leurs industries. L'Allemagne réserve 1,6 % de son PNB pour la préservation de l'environnement, la France 1 %, l'Angleterre 1,2 % . De technologies modernes ont été développées, la production a été automatisée, bref tous les apports de ce qu'on appelle la troisième révolution industrielle, soit la révolution de l'info;volution de l'informatique, qui est à la base de la mondialisation, ont permis une réduction réelle de la destruction de l'environnement. Réelle mais insuffisante. Alors que les Etats-Unis réussissent à baisser le coût de l'émission d'un gramme de CO2 à 0,276 pour chaque US\$ 1,00 du PNB (alors que la Chine, par exemple, en est a 2,024), il est encore le pays qui émet le plus de gaz, soit 21,9 % de l'émission globale . Les pays du nord à eux seuls sont responsables d'environ 75 % des émissions. Toujours selon Galeano, les six pour cent les plus riches de l'humanité consomment un tiers de l'énergie et des ressources naturelles du monde . Un américain consomme par an ce que consomment cinquante haïtiens. Et comme nous avons vu, la destruction

systématique des forêts sert toujours à l'enrichissement des grandes entreprises du Premier Monde. Et ces entreprises n'existent qu'en fonction de la demande de consommation.

La question de l'environnement se traduit dans cette inégalité. Car si malgré leurs investissements, les pays développés n'ont pas réussi à ce jour à stopper la destruction du monde, il ne semble pas qu'ils pensent à favoriser une diminution des taux de consommation de leur société. Il s'agit plutôt de ne pas permettre aux pays sous-développés de suivre la même voie. Le discours est donc de promouvoir le développement soutenable, et d'empêcher que le tiers-monde "répète" les mêmes erreurs que les pays industrialisés. La logique du système est cruelle. Puisque quelques uns ont atteint un certain niveau de qualité de vie, une baisse de celui-ci est impensable. Même si pour assurer le maintien du système, il faut que ceux qui ne sont pas encore à ce niveau ne pensent surtout pas à l'atteindre. Car c'est de cela qu'il s'agit. Galeano rappelle fort justement que si tout le monde se mettait à produire les mêmes quantités de déchets que les pays industrialisés, si les cinquante haïtiens pouvaient, du jour au lendemain, consommer autant que les nord-américains, la planète exploserait. Le monde vit donc dans l'inégalité, mais dépend d'elle pour sa survie.

Le "droit" d'être Premier Monde et la promesse d'un "développement soutenable":

Mais il se trouve que les haïtiens, les sénégalais, les indiens, ou encore les brésiliens se sentent dans le droit, à l'ère du "monde libre et démocratique" de l'après-mur et du "politiquement correct", de vouloir, comme dit Galeano, "être comme eux". C'est le rêve de nos gouvernants, c'est la promesse de Menem, en Argentine, de Cardoso, au Brésil, en passant par Fujimori au Pérou et Frei au Chili. Face à la formation de blocs économiques, et puisque le NAFTA ne semble accepter que le Mexique comme pays "pauvre", nous aurons notre propre bloc, avec le Mercosud. Le rêve de la modernisation appartient au discours de la mondialisation, et le siège au Conseil de Sécurité de l'ONU serait sans doute une récompense inestimable.

Il est vrai que les technocrates de l'écologie assurent que cette inégalité peut être surmontée. Avec le transfert de technologies, le développement soutenable est possible, prétendent-ils. Mais de quel transfert parle-t-on ? Jusqu'à l'année dernière, Ford, Volkswagen, Fiat et GM produisaient au Brésil, pour le marché interne, des voitures sans les pots catalytiques obligatoires en Europe depuis des années. Bien entendu, les voitures pour l'exportation sont toujours sorties de la chaîne de production avec cet équipement. L'Argentine produit de l'essence sans plomb. Mais seulement pour l'exportation. Car dans tout le sous-continent sud-américain l'essence, importée en grande partie des multinationales du pétrole, est encore une essence avec du plomb. En 1985, le gouvernement Brésilien adopte une politique de subventions ayant pour but la production en Amazonie d'un million de tonnes de charbon végétal, destiné exclusivement à l'exportation. Le degré de destruction des arbres pour cette activité est tel que dans l'état de Minas Gerais 95% des forêts ont disparu à cause de ces industries. Les entreprises possédant déjà des terres en Amazonie, pour la plupart multinationales, comme nous avons vu plus haut, se sont empressées d'y participer. Pour que les usines des pays développés puissent produire sans polluer grâce au charbon & ce au charbon végétal, et en accord avec leurs lois rigides de contrôle de l'environnement, le Brésil détruit une partie de sa forêt. Le 15 avril dernier, Fiat a invité 500 journalistes du monde entier à Ouro Preto, Etat de Minas Gerais, pour la présentation de sa nouvelle "voiture mondiale", la Palio. Fierté des économistes brésiliens, Fiat a choisi le Brésil pour produire sa nouvelle voiture. Tendance des fabricants mondiaux, installer au tiers-monde la fabrication de leurs voitures, principalement de la partie sidérurgique du processus, fortement polluante. En Italie, les modernes industries "vertes" du même groupe Fiat, produiront les parties non-

polluantes comme les ordinateurs de bord.

De quel développement soutenable parle-t-on ? De celui promu des industries étrangères qui exploitent l'Amazonie ? De celui des constructeurs automobiles ? De celui des industries "vertes" des pays du Nord ? Le problème de l'environnement est donc avant tout un problème politique. Dans un monde en équilibre instable, c'est trop vouloir que de vouloir finir avec l'inégalité dont dépend le monde. On admettra au maximum qu'une partie des habitants du tiers-monde atteigne une condition de vie un peu plus élevée. Car c'est de l'exploitation déséquilibrée du tiers-monde que dépend le fonctionnement du système. Et un système qui garantisse le maintien de l'équilibre commence déjà à être mis en place: on le nomme mondialisation.

Les quelques élus du "Village Global":

Le village global. Le terme, utilisé à profusion par les médias brésiliens, traduit bien le rêve de la modernisation. Le système est tel qu'un garçon de 10 ans pourra rêver à son Nike Air Jordan qu'il soit au Népal ou au Pérou. La révolution de l'informatique a permis de tels progrès que l'information fait le tour du monde en quelques secondes. Il aura suffi de quelques heures pour que les investisseurs étrangers retirent des milliards de dollars du Mexique, instable à cause des zapatistes, pour les réinvestir ailleurs. Le monde de la mondialisation est un village, et les nations-état, prétendent certains, n'ont plus un grand avenir. Les entreprises transnationales occupent peu à peu leur place et installent leurs lois dans un monde qui s'unifie, économiquement et culturellement. En fait, il unifie la consommation, pour faire vivre le système. Mais comme nous l'avons dit auparavant, tout le monde ne peut pas consommer. Alors, que ce ne soient que quelques uns, pourvu que ce soient les décideurs, c'est à dire le secteur dominant.

Dans les pays sous-développés, tout marche pour le mieux pour ceux qui ont le pouvoir économique et politique entre les mains. À São Paulo, ces dernières années, les politiques de transport ont été dirigées exclusivement pour le transport individuel. Un seul tunnel, où ne passent que des voitures, a eu un coût par kilomètre équivalent à l'Eurotunnel. L'ouverture du marché à l'importation a inondé les rues de Mercedes et BMW coûtant 130.000 dollars chacune. Le marché et l'état travaillent à l'unisson pour enrichir les hommes d'affaires et les gouvernants. La corruption est un fléau toléré, ou complaisamment ignoré, puisque pour les secteurs dominants le système fonctionne à souhait. Hôpitaux ultramodernes, écoles anglophones, téléphones cellulaires, Internet, les signes de la modernité nous donnent l'impression d'être à New York ou Monaco.

Les laissés-pour-compte du système:

Pour ceux qui n'ont pas de voitures, cependant, les autobus sont décrépis, dangereux et en nombre insuffisant. La faillite de l'état ne semble exister que pour les pauvres. Pas d'infrastructure urbaine, pas d'hôpitaux, des transports calamiteux. Un travailleur passe à São Paulo presque quatre heures par jour dans les transports en commun. Le salaire moyen d'un professeur de l'éducation publique au Brésil est de US\$ 75,00. Celui des professeurs de l'Etat de São Paulo, le plus riche du Brésil, est tombé de 1980, début de l'ère de la mondialisation, à 1996, de US\$ 1.400,00 à peine US\$ 240,00.

Le "miracle" chilien a transformé en misérables presque 50% de la population. L'Argentine, que Menem veut inscrire dans le Premier Monde, a officiellement 14% de sa population active au chômage. Officieusement, l'on parle de près de 30 %. Le Brésil, l'une des 10 plus grandes économies du globe, est l'un des deux pays ayant la plus grande concentration des richesses. Trente deux millions de personnes vivent dans la misère absolue, et dans les rues de São Paulo, le nombre d'enfants sans famille et sans abri augmente à vue d'oeil. Le système basé sur l'exclusion sociale est violent, et chaque week-end près de 60 personnes sont tuées à São Paulo. Dans les "favelas" de la ville, 2,3

millions de personnes, gagnant moins de 45 dollars américains par mois, vivent sans lumière, sans égouts, dans des maisons en bois qui s'écroulent et tuent leurs habitants à chaque pluie un peu plus forte; 47% de la population de la ville, soit environ 8 millions de personnes, vit sous la ligne de misère, et gagne moins de 135 dollars par mois .

Il n'est pas rare d'entendre dire que les pays en voie de développement ont la mauvaise habitude de considérer les problèmes sociaux comme étant plus graves, et donc plus urgents que ceux qui concernent l'environnement. Il nous semble qt. Il nous semble que les problèmes d'ordre social sont eux mêmes des problèmes environnementaux. Mais il est toujours bon d'insister: la misère est sans doute le plus grave problème écologique de la planète. Presque 25% de la population brésilienne, soit environ 36 millions de personnes, n'a pas de toilettes chez soi, ni de service de ramassage de poubelles . Cela signifie que les égouts coulent à même la terre, et que les déchets sont jetés n'importe où. A moins de cent kilomètres de São Paulo, troisième plus grande ville du monde, beaucoup de villages n'ont pas d'électricité. Sans éducation, le peuple ne peut avoir une notion plus approfondie des valeurs environnementales, de l'importance de la préservation écologique. Et surtout, il ne peut pas développer les valeurs de citoyenneté, valeurs qui pourraient l'amener à se soulever contre le système de l'inégalité. Contre l'exploitation sauvage de l'Amazonie, contre la corruption et la concentration des richesses. Le maintien de la pauvreté intéresse donc ceux qui s'efforcent de maintenir le système de "l'équilibre de l'inégalité". Depuis ses débuts, l'industrialisation brésilienne, fruit de la phase impérialiste du caute;rialiste du capital, n'a que rarement été tournée vers le marché interne et la croissance du niveau de vie des brésiliens. La construction d'une société misérable est le fruit d'une longue étape de dépendance. Maintenant, le surpassement de la pauvreté n'est possible que pour quelques uns. Et ce qui est alarmant, c'est que ce que l'on appelle la mondialisation a tout l'air d'être une dénomination "politiquement correcte" de ce système.

La "recette" de la mondialisation:

Le fait est qu'au Brésil 80% du capital est aux mains de près de 10% de la population. Seulement 2,25% des chefs de famille gagnent plus de US\$ 2000,00 par mois . Mais par contre, les riches sont assez riches pour faire marcher une économie équivalente à celle de beaucoup de pays européens. Avec ou sans pauvreté, le Brésil est une puissance qui peut, en partie, accéder à l'économie globale. Heureux sont ceux qui font partie du Brésil du Premier Monde. Le modèle de la mondialisation, qui impose aux pays du sud ce que ceux du nord ne font pas, perpétue cette situation. Plus ou moins ouvertement, la mondialisation en fait impose ation en fait impose aux pays sous-développés: a) l'ouverture des marchés pour les nécessités du marché global et en fonction de la saturation des marchés développés. Les Brésiliens consommateurs ne sont pas nombreux, mais ils peuvent consommer beaucoup; b) la limitation de l'accès à la technologie grâce au contrôle rigoureux du transfert technologique entre le nord et le sud, sans quoi "l'équilibre de l'inégalité" cesserait d'exister; c) la stimulation de la production de matières premières à la place de produits manufacturés. Les pays industrialisés adoptent les mêmes mesures protectionnistes qu'ils condamnent lorsqu'il s'agit des pays du sud, pour ne pas permettre une possible concurrence de pays ayant, comme le Brésil, une capacité industrielle élevée. Par contre, la spécialisation de l'industrie du sud dans les matières premières pourrait alimenter les industries du Nord plus sophistiquées et "non polluantes"; d) l'installation des usines "lourdes" des multinationales, sous le masque du "transfert technologique", puisque les lois "vertes" sont de plus en plus rigoureuses dans les pays industrialisés. Les pays du sud se voient face à l'éternel dilemme d'accepter ces usines, porteuses d'emplois rteuses d'emplois et de capital, mais au coût élevé de la destruction de l'environnement; e) la massification culturelle et le soutien de politiques

économiques qui favorisent la concentration des richesses et la “stabilisation” économique, visant l’acceptation universelle des produits “mondiaux”, de manière à promouvoir un marché d’élite suffisamment riche pour consommer, mais pas assez nombreux pour compromettre le précaire équilibre de l’environnement; f) la mise en place de systèmes politiques “démocratiques” qui puissent promouvoir, grâce entre autres au contrôle des médias, la “victoire” du système économique occidental. Il est significatif qu’un dictateur comme Fujimori, du Pérou, soit accepté par les USA et par les gouvernements sud-américains comme un leader démocratique, ce qui n’est paqui n’est pas le cas d’un Fidel Castro ou d’un Gaddafi, par exemple; et g) le contrôle, par les puissances mondiales, des réserves de biodiversité, importantes pour la préservation du globe et clefs-de-voûte de la nouvelle biotechnologie. Et, comme nous avons vu auparavant, lieux de convoitise à cause des innombrables richesses qu’elles contiennent.

La “démocratie de marché”: une “pensée unique”?

Cette politique est celle de la “démocratie de marché”. Zaki Laïdi exprime en toute clarté ce qu’elle signifie: “ La “démocratie de marché” constitue désormais la matrice du monde, la problématique légitime du système international. (...) Le temps mondial se trouve ainsi porteur d’un message universaliste valorisant, établissant ce que Guy Hermet appelle “un état du monde réputé nécessaire”. (...) En Amérique Latine, les spécialistes de la région sont, par exemple, perplexes devant la vitesse avec laquelle “l’idéologie de gauche” s’est, en l’espace de quelques années, effondrée et combien les redressements économiques du Chili et du Mexique crédibilisent le passage au marché sur l’ensemble du sous continent. Ce contexte est probablement fragile et volatile. Mais pour certains gouvernements, comme ceux de l’Argentine ou du Venezuela, il constitue conjoncturellement une ressource politique considérable que seul le Brésil semble mal ou difficilement utiliser” .

Le Brésil, en effet, s’est déjà rendu compte de cette “erreur”. En 1994, la fulgurante victoire de M. Cardoso s’est basée justement sur son discours de stabilisation et de passage vers “l’économie mondiale de marché”. La formidable puissance politique conjoncturelle que représente ce modèle masque son extrême fragilité. C’est comme si l’on oubliait que le Mexique a bien failli voir son système monétaire se détruire, et qu’ainsi que l’Argentine, le Venezuela ou le Brésil, il s’effondre chaque jour plus profondément sous le poids de la misère.

Il est vrai que la continuité de ce système repose sur la bonne volonté des gouvernements du sud. Ceux-ci sont les partenaires du nord dans la “démocratie de marché”, puisqu’ils font partie, sans exception en Amérique du Sud, de la petite portion de population dominant l’économie de leurs pays. Leur intérêt de voir la fin de la misère n’existe que dans la mesure où il peut se traduire en nombre de voix. Il se trouve que c’est justement cette misère qui permet la manutention d’un système d’achat des voix, puisque la population pauvre est toujours prête à échanger ceux-ci contre n’importe quel bénéfice. L’inégalité se perpétue, et la force de la “démocratie de marché” est telle que, comme l’a rappelé Laïdi, les “idéologues de gauche” ne savent plus quel chemin suivre. S’il est donc facile de faire porter aux pays du nord la responsabilité de la dévastation de l’environnement dans les pays du sud, il serait toutefoiss simpliste d’enlever des gouvernements locaux leur énorme part de responsabilité. Eduardo Galeano donne une bonne définition de ce qu’est le “pouvoir”, dans le nouvel ordre international: “Relation du Nord avec le Sud; se dit aussi de l’activité exercée dans le Sud par des personnes du Sud qui vivent, dépensent et pensent comme si elles étaient du Nord” . L’ONU a récemment classifié le Brésil comme l’un des pays les plus corrompus du monde. La corruption par le vote, l’argent, le pouvoir est l’un des instruments avec lesquels la classe dominante perpétue la logique de l’inégalité. La politique tournée vers la satisfaction

d'une élite ne pourra jamais résoudre la misère.

La mondialisation, et avec elle le "développement soutenable" sont-ils des phénomènes compatibles? Sous l'optique de "l'équilibre de l'inégalité", oui. Ce qui est par contre difficile c'est de défendre qu'ils puissent promouvoir la préservation de la terre de manière équitable. Comme l'a dit Laïdi, la force de cette pensée, celle qui prétend que le nouvel ordre mondial sera désormais celui de la "démocratie de marché", selon les règles du libéralisme économique et politique, réside dans le fait qu'elle a atteint un extraordinaire degré d'universalisation. A tel point qu'il semble que le monde ne peut connaître d'autre alternative que ce que Ignacio Ramonet a appelé la "pensée unique". La dernière rencontre du Groupe de São Paulo, réunissant tous les partis politiques "de gauche" du continent sud-américain, qui s'est déroulée en 1995 en Uruguay, a observé que la grande difficulté de ces partis est justement de trouver une pensée alternative à cette "pensée unique". Quels pourraient être les débouchés de cette impasse? Il faudrait sûrement penser à un changement de logique. De la logique de l'accumulation intensive et aveugle du capital.

Un changement de logique:

Comme pour toutes les grandes rencontres qui essaient de mettre en accord des nations aux intérêts variés, les décisions du sommet de Rio permettent des interprétations tout aussi variées. Toutefois, il est encourageant de voir que la Déclaration de Rio propose "l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités sociales entre les peuples comme conditions essentielles pour un développement qui satisfasse de manière durable les besoins de la majorité de la planète". Les chapitres 3 et 4 de la première partie du Programme 21 parlent d'élimination de la pauvreté et de changements des habitudes de consommation. Changer la culture de la consommation: n'est-ce pas là une remise en cause de tout un système qui ne vit que par le cercle continu de la production, consommation, accumulation, investissements et gaspillage? Un changement de cette ampleur ne peut être imaginé que sous l'influence d'un véritable pacte mondial. Le Groupe de Lisbonne traite ce sujet en profondeur, en mettant l'accent sur le rôle de la société civile. Mais, face à la constatation que le système de compétitivité et de concurrence vise toujours un esprit de conquête de l'hégémonie mondiale, lui-même s'interroge si "individus, groupes, organisations, nations et régions, sommes-nous prêts à étouffer ce désir de suprématie au profit de la coopération et de la solidarité?". Changer un modèle de consommation signifie toucher à des intérêts puissants. Ne serait-il pas utopique de croire en cette possibilité? Les industries qui protègent leurs intérêts sous le "parapluie" de l'état seraient-elles vraiment intéressées dans un changement de mentalité qui impliquerait une diminution des taux d'accumulation? En allant plus loin, le système d'accumulation a atteint un tel degré de complexité et d'interdépendance que sa dissolution semble être un défi impossible: les intérêts des grands dépendent souvent de la satisfaction d'intérêts individuels et à plus petite échelle. La corruption et les intérêts politiques finissent par créer des noeuds impossibles à défaire. Tout cela crée un enchaînement de décisions qui finit par défendre un intérêt de corps, du corps dominant de la société. Certains voient là une "théorie conspiratrice de l'histoire", mais c'est un fait qu'au long de celle-ci les paradigmes de la société ont toujours été tournés vers la satisfaction des intérêts dominants. Peut-on changer cela? Il est vrai que considérer le monde comme la scène d'un seul système économique et politique serait accepter et assimiler comme correcte la thèse de la "pensée unique". Il y a bien des systèmes, basés sur d'autres valeurs culturelles, qui ne s'orientent pas exclusivement sur la logique de la consommation. Mais, leurs valeurs et coutumes sont difficilement acceptables pour les paramètres occidentaux. Certains auteurs comme Huntington arrivent même à prétendre que la prochaine division du monde se fera autour

du paradigme culturel. Sans porter de jugement sur le contenu, ce qui surprend dans la thèse de Huntington est sa manière de considérer que le monde occidental est culturellement unifié. La culture du système d'accumulation, celle de la "liberté d'entreprise". Nous pourrions dire de la "démocratie de marché" ou de la "pensée unique". Huntington est un penseur influent dans le milieu stratégique des Etats-Unis. Si les stratégestes du pays qui détient l'hégémonie du pouvoir mondial (la vision de la multipolarité autour des USA, Europe et Japon est assez relative) en sont à considérer le modèle occidental comme homogène et "fini" (tenons-nous en à la "fin de l'histoire", de Fukuyama), est-il vraiment possible de croire qu'ils sont disposés à faire un pacte qui puisse "équilibrer" le monde par la diminution du cycle de la richesse ? Les changements que nous désirons visent une amélioration dans la vie d'une majorité sans pouvoir. Il permettrait aussi une diminution du rythme de destruction de la planète.

En cherchant plus profondément dans nos racines culturelles, cependant, nous pouvons puiser des valeurs qui redonnent de l'espérance. Eduardo Galeano le rappelle joliment: "Un système assassin du monde et de ses habitants, qui pourrit l'eau, détruit la terre et empoisonne l'air et l'âme est en violente contradiction avec les cultures qui croient que la terre est sacrée parce que nous sommes sacrés, nous ses enfants: ces cultures, méprisées, ignorées, traitent la terre comme mère et non comme intrant de production et source de revenus. En opposition à la loi capitaliste du bénéfice, elles offrent la vie partagée et l'aide réciproque ..." . Qui sait si nous ne pourrions pas récupérer un peu de ces valeurs ?